Dernière mise à jour : 26 janvier 2025

Pologne

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Actions des forces de sécurité et enquêtes effectives

Opération de « remise secrète » à des agents de la CIA : détention secrète et traitement inhumains de deux personnes dans un centre de détention de la CIA sous autorité des Etats-Unis en Pologne et leur transfert de la Pologne vers les États-Unis en dépit d'un risque de déni de justice devant les commissions militaires des États-Unis utilisant des preuves obtenues sous la torture et du risque de peine de mort.	***Al Nashiri*** (28761/11) ***Husayn (Abu Zubaydah)*** (7511/13) Arrêts définitifs le 16/02/2015 Surveillance soutenue **État d'exécution**
Excessive use of force by the Police during the applicants' arrest in February 2015 and ineffective investigation in the circumstances of this incident.	***Kuchta et Mętel*** (76813/16) Arrêt définitif le 02/12/2021 Surveillance soutenue **État d'exécution**

Traitement dégradant

Refus des gardes-frontières de recevoir une demande d'asile et renvoi sommaire vers un pays tiers avec un risque de refoulement et de mauvais traitements dans le pays d'origine. Expulsion collective d'étrangers dans le cadre d'une politique étatique plus large de refus d'entrée aux étrangers en provenance du Bélarus. Absence de recours effectif ayant effet suspensif. Non-respect des mesures provisoires prévues par l'article 39.	***M.K. et autres*** (40503/17) Arrêts définitifs le 14/12/2020 Surveillance soutenue **État d'exécution**

Fonctionnement de la justice - tribunal établi par la loi

Tribunal non établi par la loi en raison de la participation d'un **juge de la Cour constitutionnelle nommé de manière irrégulière** à un panel qui a rejeté la plainte constitutionnelle de l'entreprise du requérant.	***Xero Flor w Polsce sp. z o.o.*** (4907/18) Arrêt définitif le 07/08/2021 Surveillance soutenue **État d'exécution**
Tribunal non établi par la loi en raison du fait que les **juges** des différentes chambres de la Cour suprême qui ont traité les affaires des requérants ont été **nommés dans le cadre d'une procédure intrinsèquement déficiente** sur proposition du Conseil national de la magistrature manquant d'indépendance par rapport aux pouvoirs législatif et exécutif.	**Groupe *Reczkowicz*** (43447/19) Arrêt définitif le 22/11/2021 Surveillance soutenue **État d'exécution**

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Fonctionnement de la justice - accès à un tribunal

Absence d'accès à un tribunal pour contester la fin prématurée du mandat des vice-présidents d'un tribunal régional, révoqués sur la base d'une législation temporaire ne prévoyant aucune garantie contre l'arbitraire.	***Broda et Bojara*** (26691/18) Arrêt définitif le 29/09/2021 Surveillance soutenue **État d'exécution**
Défaut d'accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée *ex lege* du mandat d'un membre judiciaire du Conseil national de la magistrature.	***Grzęda* (43572/18)** Arrêt définitif le 15/03/2022 Surveillance soutenue **État d'exécution**

Durée des procédures judiciaires

Durée excessive des procédures pénales et civiles et absence de recours effectif, principalement en raison : - **du manquement des tribunaux à leur obligation de tenir compte de l'entièreté de la procédure** lorsqu'ils en apprécient la durée ; - **montants d'indemnisation disproportionnellement bas** alloués par les tribunaux internes.	**Groupe *Bąk*** (7870/04) Arrêt définitif le 16/04/2007 **Groupe *Majewski*** (52690/99) Arrêt définitif le 11/01/2006 ***Rutkowski et autres*** (72287/10+) Arrêt définitif le 07/10/2015 Surveillance soutenue **État d'exécution**
Durée excessive des procédures devant les organes administratifs et les tribunaux. Absence de recours effectif.	**Groupe *Beller*** (51837/99) Arrêt définitif le 06/06/2005 Surveillance soutenue **État d'exécution**

Respect de la vie privée - avortement et procréation

Absence d'accès effectif à des informations fiables sur les conditions et procédures pour un avortement légal ; divulgation injustifiée de données personnelles au public par l'hôpital procédant finalement à l'avortement légal ; détention injustifiée dans un centre d'accueil pour mineurs afin de convaincre de ne pas avorter.	***P. et S.*** (57375/08) Arrêt définitif le 30/01/2013 Surveillance soutenue **État d'exécution**
Absence de cadre juridique adéquat dans l'exercice du droit à l'avortement thérapeutique en cas de désaccord entre la patiente et le médecin spécialiste.	**Groupe *Tysiąc*** (5410/03) Arrêt définitif le 24/09/2007 Surveillance soutenue **État d'exécution**

Mesures disciplinaires et autres infligées à des juges

Application de mesures à l'encontre d'un juge, membre du corps judiciaire et porte-parole du Conseil national de la magistrature, **en raison des opinions qu'il a exprimées** pour défendre l'État de droit et l'indépendance de la magistrature.	***Żurek*** (39650/18) Arrêt définitif le 10/10/2022 Surveillance soutenue **État d'exécution**
Suspension d'un juge de l'exercice de ses fonctions judiciaires dans le cadre d'une procédure disciplinaire pour des motifs manifestement déraisonnables et imprévisibles, appliquée par un organe qui n'était pas un tribunal établi par la loi.	***Juszczyszyn*** (35599/20) Arrêt définitif le 30/01/2023 Surveillance soutenue **État d'exécution**

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Levée d'une immunité judiciaire par un organe qui ne peut être considéré comme un tribunal indépendant et impartial établi par la loi, et **enquêtes disciplinaires ouvertes à l'encontre du requérant** pour avoir demandé une décision préjudicielle à la Cour de justice de l'UE et participé à des réunions publiques et émissions de télévision, affectant ainsi sa vie privée et sa liberté d'expression.	***Tuleya*** (21181/19) Arrêt définitif le 06/10/2023 Surveillance soutenue **État d'exécution**